

POLITIQUE | Après plusieurs mois de silence, Genève propose une feuille de route

Ce que le "plan Longchamp" signifie pour le Grand Genève

Peter LOOSLI
D. A. ANDERSON
D. MOSEY
D. Z. INFO
A. H. H. H.
H. H.

GENÈVE | ET LA SUISSE VOISINE

Le 19 mai dernier, le parlement genevois adoptait avec un score étonnément haut (79 sur 100) une motion des Verts « pour la relance du Grand Genève ». La semaine dernière, le gouvernement présentait en réponse son plan (lire nos éditions du 24 septembre), qui devrait être adopté par ce même parlement lors de l'une de ses prochaines sessions. Et celui-ci rebat pas mal de cartes dans la vitale politique régionale. Décryptage.

1 Un vrai engagement de François Longchamp

« Une motion n'engage à rien. Le gouvernement n'était pas obligé de répondre aussi vite » relève subtilement Peter Loosli, candidat transfrontalier des Verts aux prochaines élections nationales suisses. François Longchamp, président du gouvernement genevois, est convaincu que le Grand Genève est indispensable. S'il a agi vite, c'est donc pour éviter de laisser le discours sur la politique régionale au seul MCG (Mouvement des citoyens genevois), qui prône le repli.

Début septembre, avec sa proposition aussi irréaliste qu'électorale de supprimer la Compensation financière genevoise (CFG), celui-ci a d'ailleurs une nouvelle fois obligé les autres partis à se positionner sur ses thématiques, pourtant minoritaires et absurdes. Avec ce plan, le gouvernement genevois répond clairement. D'où « la satisfaction » de Jean Denais, président de l'Arc (qui regroupe les collectivités françaises du Grand Genève). Mais le canton défend aussi ses intérêts. Avec des conséquences forcément plus ambiguës pour nous.

2 La fin des fonds de 240 millions d'euros

Outre une demande consensuelle de réformer la gouvernance du Grand Genève, le "plan Longchamp" dit qu'il ne remettra pas la main au pot. Alors que le gouvernement genevois prend des mesures d'austérité (fonctionnaires appelés

à travailler 42 heures...), il appelle les Français à se débrouiller avec le bonus de CFG « de 30 millions » lié au taux de change du franc suisse qui s'est envolé. Et entérine la fin du fonds de 240 millions d'euros sur 10 ans pour financer des infrastructures de transports sur la France, qui sera probablement mort avant d'avoir existé.

Selon Étienne Blanc, on ne peut s'en prendre qu'à nous-mêmes. « L'État et les départements ont mené une politique de gribouille. Tout le monde s'est fait un bon repas à Nantua, mais aucune garantie n'a été prise. Il fallait au moins une délibération genevoise. ». Ce repas de Nantua auquel le député de l'Ain et vice-président de l'Arc fait référence s'est déroulé en juin 2012. Les Genevois, qui avaient absolument besoin de la signature de la France, pour le projet d'agglo II et les millions de Berne, ont promis. Mais rien n'a été sécurisé.

Et quand, à une très courte majorité, le peuple genevois a décidé de dire "non" au financement des parkings-relais en France voisine le 18 mai 2014, le fonds est mort. Quelque part, c'est l'annonce nécrologique que le gouvernement genevois a publiée le 23 septembre.

3 Un droit de regard sur les fonds frontaliers

« Il s'agit d'un vrai changement. Genève demande un droit de regard sur l'utilisation de la CFG, non plus a posteriori, mais a priori » souligne Étienne Blanc. Ces quasi 300 millions de francs qui seront reversés à la fin de l'année sur la masse salariale des frontaliers sont censés compenser les infrastructures que la France voisine est obligée de créer pour eux. Or ce principe n'est pas toujours acquis. Aujourd'hui, les départements s'en servent parfois pour rafistoler des budgets. Mais Genève s'inquiète surtout d'un vrai dévoiement demain. Avec quelque légitimité parfois. Lors

d'une réunion devant les maires de Haute-Savoie à Bonneville au printemps dernier, le préfet a évoqué cette piste pour compenser la baisse des dotations de l'État. De manière plus curieuse d'autres fois. Le président du Conseil d'État a évoqué plusieurs fois la fin des fonds frontaliers dans le Cantal alors que même avec la grande région, on voit mal par quels mécanismes ils arriveraient là-bas...

4 Une CFG recentrée à la frontière ?

En tout cas, du côté de l'Arc, cette vigilance genevoise accrue n'est pas forcément mal accueillie. Car Genève demandera à ce que ses fonds restent sur l'agglo. « 250 millions, c'est six fois le tram de Saint-Genis et on n'a rien aujourd'hui » constate Étienne Blanc. Pas sûr en revanche que les Départements et l'État se satisfassent de ce qui peut être aussi perçu comme une ingérence. Alors qu'au fond « la ville-centre ne remplit pas ses obligations vers la périphérie » note Peter Loosli. Ou tout au moins très à l'économie...

Sébastien COLSON

L'INFO EN +

UNE AGGLO TRANSFRONTALIÈRE DE BIENTÔT 1 MILLION

Genève possède plus de 100 km de frontière avec la France, moins de 10 avec la Suisse. Le canton compte un peu moins de 500 000 habitants, son agglo un peu plus de 900 000, dont environ 400 000 vivent en France. Aujourd'hui, près de 600 000 passages de frontière sont enregistrés chaque jour. Telles sont quelques-unes des raisons de la construction politique du Grand Genève, dont certains éléments existent depuis longtemps, comme la Compensation financière genevoise, instituée par un traité franco-suisse signé en 1973.